



Fédération de l'habitation
coopérative du Canada



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les associations demandent que le Budget de 2017 soit « le budget de l'habitation »

(OTTAWA, le 27 janvier 2017) – Trois organismes nationaux chefs de file voués à l'habitation et à la lutte contre l'itinérance ont demandé conjointement aujourd'hui au gouvernement fédéral de s'engager à investir à long terme une somme permettant de résoudre la crise du logement dans le Budget de 2017. Les trois organismes – l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance, la Fédération de l'habitation coopérative du Canada et l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine – s'unissent pour demander une solution qui permettra à tous les Canadiens d'avoir un lieu sûr et abordable qu'ils pourront qualifier de chez-soi.

Dans une entrevue de fin d'année le mois dernier, le Premier ministre Trudeau a affirmé que le logement abordable est « une pierre angulaire fondamentale qui aide les gens à réussir » [Traduction] et il a suggéré qu'un important investissement en habitation fera partie intégrante du Budget de 2017. De plus, le gouvernement fédéral s'est engagé à dévoiler une stratégie nationale en matière d'habitation qui priorise les besoins des populations les plus vulnérables du Canada. Les trois organismes ont félicité le Premier ministre et son gouvernement de leur engagement en habitation, mais ils leur ont rappelé que des promesses doivent mener à des mesures concrètes dans le Budget de 2017.

Il ne fait aucun doute que les besoins d'habitation sont grands, surtout lorsqu'on tient compte des réalités suivantes :

- 235 000 Canadiens se retrouvent sans abri chaque année.
- 1 locataire sur 5 consacre plus de la moitié de son revenu au logement.
- 1,5 million de ménages ne peuvent trouver un logement convenable qu'ils peuvent payer.
- L'abordabilité des logements pour les familles à faible revenu vivant dans des logements sociaux et coopératifs est incertaine, étant donné que les conventions de financement fédérales viennent à échéance. En l'absence d'un nouvel engagement du gouvernement fédéral, d'ici 2020, 175 000 ménages à faible revenu de moins obtiendront de l'aide à comparer à 2010.
- Les ménages autochtones vivant dans les villes et les communautés montrent des taux supérieurs d'itinérance et sont plus susceptibles d'habiter un logement précaire que les Canadiens non autochtones.
- Un rapport de novembre 2016 préparé par Morrison Park Advisors situe le besoin de capitaux total du secteur du logement social entre 8,4 milliards \$ et 13,6 milliards \$ par année.

« Le Budget de 2017 et la Stratégie nationale en matière d'habitation ultérieure marquent une occasion inégalée de combler les nombreux besoins d'habitation urgents qu'éprouvent les membres les plus vulnérables de notre société », a affirmé Jeff Morrison, directeur général de l'ACHRU. « Aujourd'hui, nos organismes disent haut et fort que le Budget de 2017 doit être « le budget de l'habitation » pour que nous puissions marquer des pas importants sur la route menant à la résolution de la myriade de problèmes vécus quotidiennement par les ménages vulnérables. »

« Nous sommes d'accord avec le Premier ministre lorsqu'il qualifie le logement abordable de pierre angulaire menant à la réussite », a précisé Nicholas Gazzard, directeur général de la FHCC. « Au cours des cinquante dernières années, nous avons créé une base fructueuse du logement social et coopératif au Canada. Maintenant, profitons de cet engagement partagé à installer l'abordabilité et l'inclusion pour résoudre la crise du logement du Canada une fois pour toute. »

« Si le Budget de 2017 est « le budget de l'habitation » que nous demandons depuis longtemps, le Canada pourrait voir le début de la fin de l'itinérance », a déclaré Tim Richter, président et chef de la direction de l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance. « Un budget de l'habitation sauverait des vies, réduirait le coût ahurissant de l'itinérance et signifierait que des dizaines de milliers d'Autochtones, de femmes, d'ânés, d'anciens combattants, d'enfants et de jeunes auraient une chance d'obtenir une vie meilleure. »

-30-

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec les personnes suivantes :

Jeff Morrison, directeur général,

Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine

Tél. : 613-594-3007 (poste 11) Courriel : Jmorrison@chra-achru.ca

Tim Richter, président et chef de la direction,

L'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance

Tél. : 587-216-5615 Courriel : Tim@caeh.ca

Tim Ross, Gestionnaire de programmes, Politiques et relations gouvernementales,

Fédération de l'habitation coopérative du Canada

Tél. : 613-230-2201 (poste 222) Courriel : TRoss@chfcanada.coop